Incourt : finances de la commune

Commune · Pas-de-Calais (62) · 90 habitants · tranche moins de 100 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Incourt affichait un encours de dette de 121 k€, soit 1 344 € par habitant, une épargne brute égale à 16,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 9,5 ans.

Dette par habitant
1 344 €
121 k€ au total

Capacité de désendettement
9,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
16,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
739 € / hab.
67 k€ au total

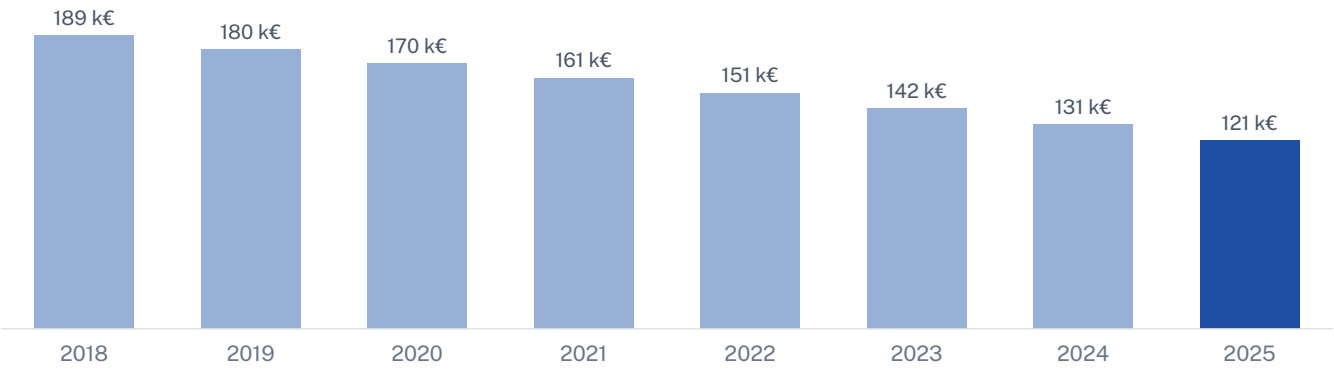
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 3 275 communes de moins de 100 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	739 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	22,6 %	167 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	16,1 %	141 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 344 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	599 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	181 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 189 k€ en 2018 à 121 k€ en 2025 (-35,9 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	189 k€	2,6 %	93 ans	9 559 €
2019	180 k€	29,3 %	9,4 ans	2 477 €
2020	170 k€	24,9 %	9,7 ans	1 274 €
2021	161 k€	30,8 %	6,8 ans	58 k€
2022	151 k€	20,9 %	8,8 ans	10 k€
2023	142 k€	-11,6 %	—	15 k€
2024	131 k€	18,7 %	9,2 ans	0 €
2025	121 k€	16,1 %	9,5 ans	54 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Incourt	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 344 €	33 €	+3 951,1 %
Impôts locaux par habitant	181 €	317 €	−43 %
Frais de personnel par habitant	167 €	137 €	+22,3 %
Investissement par habitant	599 €	305 €	+96,5 %
Taux d'épargne brute	16,1 %	24,5 %	
Capacité de désendettement	9,5 ans	1,2 ans	

Jumelles : Castillon (Canton de Lembeye) (64), Saint-Julien-de-Gras-Capou (09), Burosse-Mendousse (64), Saint-Médard (36), Annéville-la-Prairie (52), Saint-Martial-Entraygues (19), Noyers (52), Sieuras (09), Marey-lès-Fussey (21), Contreuve (08). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	86	90	+4,7 %	−0,8 %
Dette par habitant	2 088 €	1 344 €	−35,7 %	−26,1 %
Impôts locaux par habitant	397 €	181 €	−54,4 %	+26 %
Frais de personnel par habitant	172 €	167 €	−2,7 %	+21,4 %
Taux d'épargne brute	29,3 %	16,1 %	−13,3 points	−4 points
Capacité de désendettement	9,4 ans	9,5 ans	+0,1 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 579 €		1 702 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Incourt	Comparaison
Habitants (2023)	91	+46,8 % depuis 2012 (département : −0,4 %)
65 ans ou plus (2023)	28,3 %	département : 20,4 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 6,8
Salariés du secteur privé (2025)	0	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

30 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 20 emplois, soit 62 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	21,9 %	1 %	1,3 %	38,9 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0 %	5,1 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	11,2 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	0 %	26,3 %	26,4 %	0 %
Employés	43,8 %	29,3 %	26,1 %	38,9 %
Ouvriers	34,4 %	27 %	19,5 %	22,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Pas-de-Calais (62)

Profession	Habitants (environ)	Part
Conducteurs de poids lourds	12 920	2,3 %
Aides-soignants	11 030	2 %
Enseignants titulaires du primaire	10 360	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	10 260	1,8 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	9 740	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 370	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	9 030	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	8 900	1,6 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	7 500	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	7 480	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	7 440	1,3 %
Employés de libre-service du commerce	7 330	1,3 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Pas-de-Calais (62)) : 33 057 au moins, dont 40,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 826	21,9 %
Employés de libre service	1 350	37 %
Agents d'entretien de locaux	1 265	37,3 %
Agriculteurs	1 256	38,6 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	1 252	41,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 232	27,3 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 149	61 %
Serveurs de cafés restaurants	1 139	50,2 %
Aides-soignants	914	60,3 %
Personnels de ménage chez des particuliers	763	54,4 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Incourt
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	19 k€ pour 1 projet
Par habitant	211 € (communes de même taille : 310 € ; département : 142 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	20 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.